

LES RENCONTRES DE L'ADEUS



L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

SYNTHÈSE 16^e RENCONTRE - CYCLE DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME
STRASBOURG / 3 OCTOBRE 2013

LE GENRE ET LA VILLE :

UNE QUESTION DE POLITIQUE

Sommaire

Questionner

nos références implicites - - - - - 3

Robert Herrmann, Président de l'ADEUS

Le genre et la ville :

une question politique - - - - - 4

Sylvette Denèfle, Professeure de sociologie,
Université François Rabelais, Tours

CYCLE DEMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

Traduction simultanée français/anglais

↳ La ville à l'aube des grandes mutations anthropologiques

14 février 2013 avec **Philippe Breton**, Lauréat de l'Institut de France, professeur des universités, Centre universitaire d'enseignement du journalisme, Université de Strasbourg

↳ Le genre et la ville : une question politique

3 octobre 2013 avec **Sylvette Denèfle**, Professeure de sociologie, Université François Rabelais, Tours

Les vidéos de ces conférences sont disponibles sur :

<http://www.adeus.org/productions?ty=les-videos-de-l-adeus>

Le mot du Président

Questionner nos références implicites



Robert Herrmann

Président de l'ADEUS

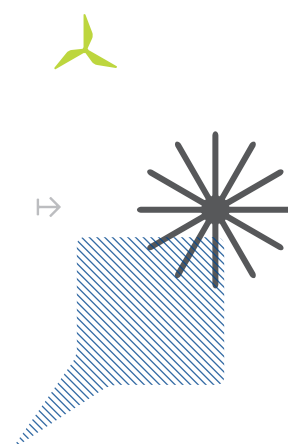
Cette deuxième conférence du cycle « Démocratie et Droits de l'Homme » est mise en commun avec le Conseil de l'Europe dans leur « Cycle de débats ouverts ». Nous avons voulu associer nos publics dans le partage d'une réflexion commune. L'ADEUS cherche par ces Rencontres à éclairer des questions d'actualité que son programme de travail ne lui permet pas toujours d'approfondir directement et qui apparaissent pourtant en filigrane comme essentielles. Des questions qui méritent d'être partagées et débattues car fondatrices de choix de politiques publiques.

Vous avez ainsi l'habitude d'entendre les intervenants de nos Rencontres de l'ADEUS traiter de problématiques d'organisation et de développement des territoires sous un angle qui facilite le fait de penser l'action publique en tenant compte de nouveaux risques et d'horizons ouverts.

Aujourd'hui, pour la deuxième conférence de ce cycle, nous questionnons nos références sur le lien au sein de notre société et la place de chacun d'entre nous,

telles qu'elles influent sur l'idée que nous avons de la démocratie et des droits de l'Homme, sur l'idée que nous avons de ce qui est acceptable. Le genre en est évidemment une entrée clé.

Nous avons tellement l'habitude, hommes et femmes, de vivre dans notre espace sociétal, notre espace physique de l'urbain tel qu'il est, que nous avons du mal à les vivre avec recul. Cette question est à la fois tellement intime et tellement publique, tellement partagée sans pourtant être dite, malgré les travaux nombreux, tant au niveau international que français. Savons-nous détecter les effets de genre quand nous traversons un espace public, un rayon de supermarché, une rue de village ou nos parkings souterrains, ou encore quand nous choisissons la destination de nos études, de nos vacances ? Y avons-nous déjà pensé seulement, observé quelle part de culture, quelle part de contrainte, de domination, d'émancipation, de libération, quels compromis de chacune et chacun dans la société et la ville telles qu'elles sont ? La question est à la fois urbaine, spatiale, sociale, sociétale, et politique bien sûr.



Je remercie Sylvette Denèfle d'avoir accepté de nous présenter son expérience et ses travaux. Après avoir enseigné dans différentes universités en France et à l'étranger, elle est aujourd'hui Professeure de sociologie à l'Université François Rabelais, à Tours. Elle a dirigé l'Ecole Doctorale « Sciences de l'Homme et de la Société », puis la « Maison des Sciences de l'Homme » de Tours. Ses recherches sont au croisement des études urbaines et des études sur le genre et nous ont semblé d'une grande pertinence pour éclairer nos réflexions.

Comment, dans notre agglomération, dans notre région transfrontalière, pouvons-nous penser la question du genre dans l'organisation des territoires et leur développement ?

Le genre et la ville : une question politique



Sylvette Denèfle

Professeure de sociologie
UMR 7324 Cités, TERritoires, Environnement
et Sociétés, Université François Rabelais,
Tours

Il est maintenant habituel d'entendre parler du genre et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il faut cependant savoir que cette problématique, sous ses allures de discours « politiquement correct », n'a pas toujours eu droit de cité, même si c'est un champ d'études scientifiques à part entière depuis de nombreuses années. Les études sur la place des femmes dans la société ont commencé juste après la seconde guerre mondiale. A partir des années 1980, elles ont pris en France une place relativement importante, tout en demeurant marginales dans le monde académique, qui ne reconnaissait pas encore l'intérêt de la transversalité pluridisciplinaire dans la recherche sur le genre, ni dans les études urbaines d'ailleurs.

Pour ce qui me concerne, je travaille depuis une quinzaine d'années à la fois sur les études sur le genre et les études urbaines. Des réflexions sur les systèmes idéologiques et politiques m'ont amenée à m'intéresser à ce croisement, avec une idée de la ville plutôt émancipatrice et porteuse de progrès pour les femmes. En sociologie, nous parlions alors non pas de « genre » mais de « rapports sociaux de sexe », qui apportaient l'idée d'une nécessaire émancipation, de progrès et d'égalité. L'idéologie de la modernité, à son apogée au milieu du XX^e siècle, avait amené un espoir que l'on pensait voir se réaliser dans tous les domaines de la vie en société.

Des résultats de recherches aux fortes implications sociopolitiques

Lorsque l'on remet en cause quelques aspects de l'ordre social, les réactions sont immédiates et importantes. C'est le cas pour les résultats des études sur les rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Mais c'est aussi le cas pour les résultats des études urbaines, car modifier l'ordre spatial par des changements dans les aménagements, c'est déplacer quelque chose dans l'ordre social. Le travail au croisement de ces champs bouscule inévitablement les représentations de la famille et de l'organisation de l'espace qui sont partagées par l'ensemble social, et tout particulièrement par ceux qui nous représentent dans le champ politique.



Le genre et la ville sont porteurs d'impensés majeurs

En effet, le genre et la ville sont deux champs d'études porteurs d'impensés majeurs, parmi lesquels les modes sociaux et culturels de l'occupation de l'espace public (comment se tenir dans la rue, quels lieux fréquenter, à quelle heure, etc.), les assignations identitaires de sexe (attitudes autorisées, interdits vestimentaires, etc.), l'habiter et l'organisation familiale (le logement type répond à une conception particulière de la vie familiale), ou encore les formes de la vie citoyenne (accès à la décision, notamment).

Penser le genre, c'est remettre en question pratiquement la totalité des choses que l'on fait. Cela va de la façon dont on

se tient assis et dont on s'habille, jusqu'à des prises de position sur la place des femmes en politique ou sur les structures familiales que l'on doit ou non légitimer institutionnellement.

Cette « construction sociale d'identité de sexe » que l'on appelle le genre constitue un impensé très important, car on a le sentiment que nos conceptions sont naturelles et universelles. En réalité, nous sommes à l'intérieur d'un modèle social où, dès la naissance, la culture organise le fait que l'on soit un garçon ou une fille, même si certains ne se sentent pas bien du tout dans ces assignations. Il en va de même pour l'habiter. Je prends ce terme dans l'acception très large d'une utilisation de l'espace, qui entrecroise pratiquement toutes les dimensions de l'organisation

sociale, car c'est à travers sa façon d'habiter, d'aller au travail, de se loger, de s'abriter, de s'approvisionner, de rencontrer les gens et de construire des réseaux de sociabilité que le social et le spatial interfèrent de façon étroite. Habiter est un vécu essentiellement culturel, mais que nous ne pensons pas spontanément comme tel.

Or, réfléchir à ces vastes champs de pratiques sociales oblige à repenser l'ensemble des formes de la vie citoyenne, et tout particulièrement les pratiques d'égalité et de solidarité qui sont au fondement de nos modèles républicains de rapports au pouvoir, à la gestion des biens, au politique, pour tout dire à la démocratie.



"LES PRATIQUES D'ÉGALITÉS ET DE SOCIABILITÉS SONT AU FONDEMENT DE [...] LA DÉMOCRATIE"

Le sens des mots

Il est donc important de préciser de quoi on parle quand on parle de genre, car il y a un décalage entre les notions courantes marquées par nos habitudes culturelles et le sens théorique de ce concept. Il nous faut distinguer entre les notions de sexe, genre et rapports sociaux de sexe. Mais il faut également préciser les termes de « différence », « égalité » et « discrimination », qui sont ceux qui sous-tendent l'usage social et politique actuel du mot « genre ».

Le sexe

En français courant, la notion de sexe couvre les deux sens de sexe biologique (homme, femme) et de pratiques sexuelles (sexualités). Pour les sociologues, le sexe est une variable identitaire en référence à la biologie reproductive.

Le genre

La notion de genre est radicalement différente de la notion de sexe, car le « genre » est la construction sociale de notre identité de sexe. C'est un concept qui renvoie à des formes sociales d'organisation des différences. C'est s'habiller, se maquiller, se comporter d'une manière différente selon que l'on soit une femme ou un homme. Ainsi, un homme biologique qui a toutes les pratiques sociales d'une femme (vêtements, attitudes) a le genre féminin, dans le sens où toutes les personnes rencontrées le considéreront comme une femme.

A l'intérieur d'une même société, il y a une pluralité de nuances pour caractériser le genre. Il y a un modèle stéréotypé de femme « sexy », mais aussi beaucoup de femmes qui s'habillent de façon unisexe, notamment parmi les jeunes, et la référence de genre est alors effacée. Dans d'autres sociétés que la nôtre, ce qui est pour nous un attribut féminin, par exemple le port de la robe, peut être un attribut masculin. Il en va de même pour les métiers. Par exemple, il y a des sociétés où seuls les hommes tissent, et d'autres où seules les femmes le font. Quand une personne, biologiquement déterminée par son sexe, inverse son activité sociale, son genre change.

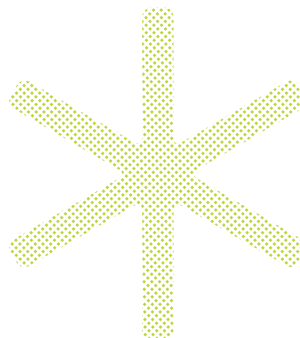
C'est donc un concept très abstrait que celui de genre, et il appartient véritablement au monde de la science. Il est une mauvaise traduction du mot anglais « *gender* » et il a l'inconvénient majeur actuellement d'être utilisé beaucoup trop largement, sans grand discernement.

Les rapports sociaux de sexe

Depuis que l'on étudie les positionnements différenciés selon le sexe dans l'organisation du travail, l'occupation de l'espace, les pratiques de consommation, la propriété, le politique, etc., les recherches ont mis en évidence un résultat récurrent : dans pratiquement tous les champs sociaux, les femmes sont dans des positions socialement moins valorisées que les hommes.

Même s'il se trouve toujours quelqu'un pour rappeler qu'élever les enfants est une tâche très importante et très noble, tous les métiers liés à cette activité sont presque exclusivement féminins, parmi les moins bien payés, avec les plus mauvaises conditions de travail et le moins de reconnaissance sociale. A l'autre extrême, les métiers de la finance, par exemple, qui sont liés au pouvoir et qui sont masculins à une écrasante majorité, sont survalorisés dans notre société. La position sociale des uns et des autres est ainsi fortement différenciée en défaveur des femmes.

Il y a donc là un problème social important du point de vue de l'égalité des droits humains, qui a été souligné par un militantisme qu'on appelle féministe et qui s'est appuyé sur l'ensemble des résultats scientifiques montrant ces différences, en les caractérisant comme des discriminations.





La différence

Il y a, en effet, des différences partout : entre les hommes et les femmes, entre les femmes entre elles, entre les hommes entre eux, entre les jeunes et les vieux, entre les riches et les pauvres, etc. Toutes ne donnent pas lieu à discrimination. Et lorsqu'il y a discrimination, ce ne sont pas toujours les mêmes qui sont discriminés, négativement ou positivement. Pourtant, dans la logique de la valeur socialement reconnue, il est rarement bien d'être une femme. Ce n'est pas un avantage pour les rapports à l'argent, au pouvoir, au politique, aux médias, etc., tous secteurs qui ne sont probablement pas des valeurs positives en soi, mais qui sont cependant celles qui fondent la reconnaissance sociale.

L'égalité

Nos sociétés s'inscrivent dans des logiques égalitaires. Mais l'égalité est une question difficile, portée idéologiquement par la modernité politique qui veut que nous soyons tous égaux en droits. C'est notre capacité à penser, à raisonner qui fait de nous des êtres humains partageant les mêmes droits. Tant que l'on n'a pas reconnu aux femmes, aux noirs, aux indigènes, etc. la capacité de raisonner, nous étions dans une société inégalitaire de fait. L'histoire du droit de vote des femmes a largement montré que celui-ci n'a pas été acquis tant que les parlementaires ont considéré que « les femmes ne sont pas capables de penser par elles-mêmes ». Ainsi l'égalité, qui est un des fondements de notre république, reste cependant très difficile à mettre en œuvre dans la vie quotidienne.



* +

La discrimination

C'est, entre autres, pourquoi on voit, pratiquement en synergie avec les exigences égalitaires, se développer la notion de discrimination. La discrimination est en effet plus aisée à mettre en évidence, car elle est liée au droit écrit. Il y a discrimination lorsqu'on a un droit et que ce droit est bafoué.

Dans les années d'après-guerre, au milieu du XX^e siècle, il y a une forte montée égalitariste. Les femmes obtiennent le droit de vote, entrent dans le monde du travail, l'école est ouverte plus démocratiquement, et en particulier aux filles. Avec les différentes crises économiques, dès la fin des années 1970, vont apparaître des situations sociales perçues comme injustes et qui vont alimenter les analyses en termes de discrimination : discrimination liée à l'emploi, au logement, au niveau de revenus, au sexe, au handicap, etc.

Un discours socio-politique se construit autour de la lutte contre les discriminations, qui sera largement relayé par les politiques européennes, et également par les préoccupations de justice sociale et de partage portées par la volonté de reconstruire une cohésion sociale dans un monde jugé déstructuré. Et quand on regarde où il y a discrimination, à un moment ou un autre, on rencontre des discriminations suivant le genre.

Le fait qu'une femme soit très contente de se maquiller, de porter une jupe et qu'on la trouve jolie signifie seulement qu'elle est en cohésion avec les valeurs de sa société. Si cela n'a pas d'autre conséquence, nous sommes dans une logique de différence et pas de discrimination. Mais si par ailleurs, parce qu'elle est comme cela, elle a un travail de moins bonne qualité, une rémunération moindre, elle ne peut pas se promener toute seule la nuit, elle va surtout chercher les enfants à l'école et faire les courses, là cela devient problématique et on entre dans les analyses de discrimination.





LE GENRE ET LA VILLE : UNE QUESTION POLITIQUE

La ville est-elle sexuée ?

Pour en revenir, après ce rappel sémantique, à la question de la nécessaire perspective de genre pour appréhender la ville, je dirais tout d'abord qu'il s'agit d'un problème invisible, qui rend cette question apparemment dénuée de sens. L'urbanisme prend en compte la réalité sociale dans sa complexité : logement, transport, espaces de loisir, approvisionnement, gestion foncière, etc. Ceux qui s'y investissent le font pour des ménages, pour l'ensemble de la population. Les inégalités sociales paraissent indépendantes les unes des autres : chômage, niveau de revenu, accès à la gestion urbaine, travail domestique, etc. Rien n'indique en apparence que les politiques publiques menées sur ces questions mettent en œuvre des pratiques de différenciation sexuée qui peuvent porter ou accroître les discriminations.

Cependant, l'espace comme construit social véhicule les normes dominantes, dont celles du genre. Et l'on voit les villes fonctionner comme des modèles des pratiques sociales, décuplées par le nombre de personnes concernées.

Une ville est le reflet d'une société

Tous ceux qui travaillent sur les études urbaines considèrent que les lieux, l'espace, toutes les formes de paysage, de nature et de rapport au monde extérieur sont en grande partie des construits sociaux, qui reflètent les valeurs des sociétés qui les produisent. Dans les sociétés occidentales, les villes reflètent les rapports sociaux, rapports de pouvoirs économiques, symboliques, identitaires, etc. Cela dépasse à l'évidence les seuls rapports de genre qui, cependant, y sont inclus. Les formes architecturales ou urbaines reflètent, dans leur esthétique et dans leur géométrie, des formes d'organisation sociale. Les quartiers d'affaires, les quartiers d'habitat social, les centres commerciaux sont les expressions différenciées des valeurs dominantes. Les tours en sont un merveilleux exemple.

Elles sont la représentation des pouvoirs financiers, essentiellement masculins, même si la logique récente de développement durable tend à en souligner les qualités pour augmenter la densité urbaine.

Ces exemples rapides nous ont amenés à repenser, dans cette perspective spatiale, l'analyse des rapports sociaux de sexe. Ce travail a montré, comme je vais en donner des exemples dans la suite, que l'analyse de la ville par le genre révèle les discriminations invisibles et les rapports de domination, aussi bien économiques que politiques, sociaux ou symboliques. L'invisibilité de ces rapports sociaux induit la pérennité des comportements et la ville peut, de ce fait, être considérée comme un miroir grossissant des rapports interindividuels.

Le genre est une question sensible politiquement

Le croisement du genre et de la ville intéresse les chercheurs depuis les années 1990. C'est de ces années-là aussi que date la politique des temps des villes, originaire d'Italie. Dans les années 2000, l'Europe a fortement promu l'égalité entre les hommes et les femmes dans les politiques publiques : accès au travail, au logement, au transport, etc. La question du développement durable et de la cohésion sociale a été prise en charge par les élus, les décideurs et les experts au tournant du XXI^e siècle.

Après 2000, quelques villes ont commencé à se préoccuper des questions de discriminations, notamment de genre, comme Rennes, Paris, Lyon, mais aussi des villes moyennes, qui ont été parmi les premières à s'intéresser à ces questions. Paris a un service spécifique sur les questions du genre, mais il est peu influent et les choses les plus intéressantes sont faites par les milieux associatifs ou dans les mairies d'arrondissements. Certaines villes de la couronne bordelaise ont un dynamisme remarquable sur ces questions.

A partir de 2006, les collectivités territoriales se sont engagées dans la Charte européenne pour l'égalité et ont commencé à mettre en place des politiques de bonnes pratiques, avec des succès variables. Ces problématiques ont été relayées par les politiques de cohésion sociale, impulsées par les logiques de développement durable.

On peut donc dire que, progressivement, la question posée par les chercheurs de la place différenciée des femmes et des hommes dans les villes a été prise en compte par les politiques publiques, relayée entre autres par les impulsions européennes.

L'importance du rôle de l'Europe et des réseaux

L'influence la plus décisive en effet est venue des institutions européennes. La Charte de Leipzig pour les villes européennes durables et la *Charter on Sustainable European Cities* (2007), qui a souligné la nécessité de stratégies globales, tout particulièrement au regard de l'exclusion sociale, de la mobilité et du changement climatique, ont entraîné des exigences de luttes contre les discriminations qui sont devenues des conditions de beaucoup de financements.

Les réseaux de lobbying jouent également un rôle important à partir des années 2000 : *Women in Science, Gender and Diversity and Urban Sustainability*, *Urban women* (UNO), *Women in cities*, *Generourban*, *Dynamic cities need women*, etc. Ces réseaux de recherche et d'actions ont fortement participé à la prise de conscience de l'importance de la question.



UNE VILLE EST LE REFLET D'UNE SOCIÉTÉ,
PARIS 2013

source : DR

La dimension du genre dans les politiques urbaines : quels leviers d'action ?

On voit donc que la sensibilisation aux questions de la discrimination selon le genre s'est lentement inscrite dans les logiques urbaines, du moins du point de vue des orientations et des idées. Mais au niveau des réalisations pratiques, la question est beaucoup plus complexe. Si l'on est convaincu de l'intérêt de prendre en compte le genre dans les politiques urbaines, qu'en est-il dans la mise en œuvre de ces politiques ? On peut dire, d'une façon générale, que les décideurs peinent à porter des réalisations effectives, alors que le milieu associatif est plus réactif. Pourtant, beaucoup d'actions peuvent être menées dans les politiques publiques, par exemple dans les champs du logement, des transports et de la mobilité, de l'urbanisme, de la politique de la ville, de la sécurité, de la gestion et de la représentation politique, dans la gestion de la vie quotidienne, du travail, du développement durable, de la migration.

Voyons quelques-uns de ces domaines pour exemple.

Le logement

L'accès au logement est plus favorable aux femmes qu'aux hommes, car on loge d'abord les familles, donc d'abord les femmes et les enfants. Les hommes sont souvent logés par les femmes.

Notre société tolère mieux d'avoir des hommes à la rue que des femmes, parce qu'elles sont les piliers de la vie familiale. Ici, la discrimination, portée par l'idéologie familialiste, est supportée par les hommes, alors qu'elle souligne l'assignation féminine à la vie domestique.

Le vieillissement est un problème démographique qui a des effets spatiaux très importants : accès aux logements, forme des logements, développement des services, etc. Or, c'est également un secteur où les femmes sont avantagées car elles vivent plus longtemps que les hommes. Néanmoins, réfléchir aux aménagements urbains dans une Europe vieillissante ne devrait pas se faire sans prendre en compte le fait que les activités des gens âgés ne sont pas équivalentes selon le genre.

L'accès à la propriété est, de façon écrasante, masculine dans notre pays et l'on ne voit pas toujours que les structures familiales, et surtout l'accès au travail, évincent les femmes de la propriété. On a très souvent l'impression que ce sont des familles qui achètent, mais lorsqu'on regarde qui a signé, qui est propriétaire, on trouve un système très inégalitaire, qui est la conséquence non explicite des positions socio-économiques plus précaires des femmes.

Sur le plan architectural, les logements types reflètent notre organisation hétérosexuelle familiale la plus traditionnelle. Le modèle de la chambre des parents et des chambres plus petites pour les enfants, avec une salle de bains, une cuisine plus ou moins ouverte et une salle commune, est une représentation familiale que l'on projette dans l'espace. Ce modèle ne correspond pas, par exemple, aux familles monoparentales pour lesquelles la « chambre des parents » devient souvent le lieu où l'on regarde la télévision ensemble. Pourtant il y a un consensus économique, technique, d'expertise et politique très fort pour continuer à faire les mêmes logements, comme si les situations différentes de la famille nucléaire n'étaient que des accidents devant nécessairement disparaître. Il existe cependant des formes alternatives d'habitat, et des logements d'urgence différents pour les hommes et les femmes, mais cela reste des modèles marginaux.



Les transports et la mobilité

L'influence de l'organisation familiale sur la mobilité résidentielle est très grande. Comme ce sont les femmes qu'on loge, ce sont souvent elles qui choisissent le lieu d'habitat, en fonction de la proximité des écoles, de la réputation du quartier pour que les enfants soient dans de meilleures écoles, pour la proximité des services, etc. La différenciation des quartiers est presque toujours liée à des argumentations familialistes, mais en réalité ces quartiers sont des lieux de promotion sociale et de pouvoir hiérarchique importants. Il y a donc une différenciation des quartiers entre les catégories sociales, mais aussi entre les sexes.

La mobilité est un thème central de la politique des temps des villes. Le modèle est importé d'Italie. Il vise à adapter entre eux les horaires des transports et les horaires d'ouverture des bureaux, des services, des administrations, des commerces, etc. L'intérêt est grand, mais il se heurte à toutes sortes de difficultés dans les politiques publiques.

L'accès à la ville est très différencié selon les catégories sociales, mais aussi selon le sexe. Il y a des « lieux de femmes » et des « lieux d'hommes » : à la sortie d'un match ou à la sortie d'une école, c'est comme si le monde se divisait en deux. Si personne n'a voulu cela, personne n'a fait quelque chose pour que cela ne soit pas comme cela. C'est un exemple de ce que la perspective de genre nous apprend à lire en regardant la ville.

La pratique du vélo est également un de ces exemples modestes mais significatifs. Il y a en effet une familiarité plus grande pour les hommes que pour les femmes pour faire du vélo, notamment dans des groupes sociaux issus de l'immigration. Dans les populations migrantes ou en difficulté, il est très fréquent que les femmes ne fassent pas de vélo, du fait d'une éducation protégée. Faire du vélo, c'est aussi avoir la possibilité de partir un peu plus loin que sa maison. Il y a donc un enjeu très intéressant autour du vélo. C'est pourquoi d'assez nombreuses associations, des centres socioculturels dans les quartiers, portent des actions pour l'apprentissage du vélo par les femmes adultes. C'est une voie vers l'autonomie.

Des actions sécuritaires¹ favorisent la mobilité locale. Montréal a été la pionnière des villes qui organisent des actions que les anglo-saxons appellent « *Women Friendly* », telles que des promenades féministes pour lire la ville sur le plan de la sécurité, ou des affichages dans les vitrines des commerçants pour indiquer qu'une femme en difficulté peut y trouver un soutien, etc.

L'urbanisme et la politique de la ville

Le rapport entre espaces publics et espaces privés, l'organisation des zones de loisirs, les équipements sportifs, les services de proximité, les aménagements urbains, sont un ensemble de pratiques ordinaires des politiques urbaines. Ceux qui les mettent en œuvre pensent faire au mieux pour tout le monde. Pourtant ils oublient que l'intérêt général n'est pas indifférencié selon les individus.

La politique de la ville se place d'emblée dans la logique de la cohésion sociale, de la lutte contre les discriminations, de l'intégration, etc. On a souvent le sentiment que la discrimination est plus forte dans les milieux défavorisés, mais pour le genre, cela mérite réflexion. La femme d'un milieu très aisé qui passe tout son temps à améliorer son apparence physique n'a pas forcément un sort meilleur que la médiatrice qui construit des sociabilités dans un quartier d'habitat social.

Beaucoup de choses ont été essayées en effet en matière d'intégration, au niveau des formations, de la circulation, des équipements de loisirs. Ceux qui s'occupent de ces questions savent comment sont utilisés les équipements sportifs ou de loisirs de tel ou tel quartier. On sait que les garçons les utilisent, mais pas les filles, que les jeunes qui ont des aînés les utilisent plus que ceux qui n'ont pas de fratrie pour les y amener, et qu'à partir d'un certain âge il n'y a plus de filles du tout. On pense à tort que c'est une question d'autorisation de sortie pour les filles issues de l'immigration. Cela concerne toutes les filles, mais on pense peu à les interroger pour savoir quels équipements elles utiliseraient. Il y a donc quelque chose à faire au niveau des modèles d'équipements, qui ne correspondent pas aux activités assignées aux différents sexes.

1. Sécuritaire : qui vise à assurer la sécurité des biens et des personnes.



Les femmes occidentales ont une supposée liberté d'accès à l'espace public. Pourtant, lorsqu'on demande aux femmes françaises comment elles utilisent l'espace et en particulier si elles sortent la nuit, l'écrasante majorité dit ne pas sortir seule la nuit. Si l'on demande pourquoi, elles répondent « Je n'ai rien à faire dehors la nuit, pourquoi irais-je dehors ? ». Ce que l'on a -ou non- à faire dehors relève précisément de notre assignation identitaire de sexe. Si les femmes n'ont « rien à faire dehors la nuit » c'est que la société ne le leur permet pas. Ici l'on voit encore fonctionner les assignations sexuées sans que l'on ne se préoccupe des conséquences que cela peut avoir, notamment en terme d'aisance, de violence symbolique ou même parfois simplement d'emploi.

La sécurité

Les politiques de sécurité sont pourtant parmi les plus entendues par l'ensemble social et par les décideurs actuellement. Il n'y a guère d'élus qui ne soient enthousiastes à l'idée d'agir pour la sécurité. Il est possible d'agir dans de nombreux domaines : la nuit, l'aménagement des lieux, les violences sexistes, la prostitution, les réseaux d'aide, les transports... L'insécurité supposée de l'espace nocturne public est à mettre en parallèle avec le fait que 85 % des agressions sexuelles ont lieu au domicile des personnes concernées. Beaucoup de femmes sont battues et parfois tuées par des hommes, mais la violence ne tombe pas exclusivement sur elles. La violence physique est majoritairement le fait d'hommes, mais elle s'exerce sur les hommes aussi.

Lier l'insécurité de la nuit aux déviances, à la rue, c'est oublier les volets domestiques et privés d'une violence qui s'abat spécifiquement sur les femmes, du fait de leur assignation à la prédation sexuelle.

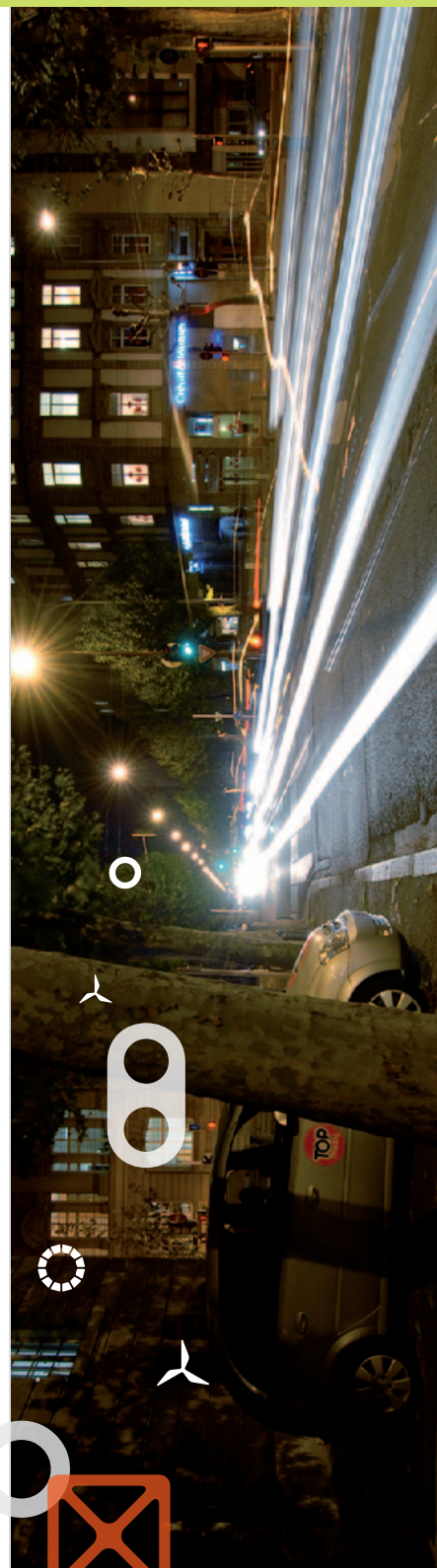
La représentation politique

La représentation électorale et la parité sont également un volet important de l'action qui peut être éclairée par la lecture en termes de genre. Lorsqu'on regarde quels sont les mandats confiés aux élues, en regardant qui est en charge de l'urbanisme et des finances, qui est dans les agglomérations et qui est dans les communes, une différenciation sexuée manifeste apparaît. Les débats sont nombreux sur le sujet, les actions difficiles à mener.

Nous avons également commencé à regarder la part respective du budget public qui revient aux hommes et aux femmes. Une étude de « *Gendered Budgeting* » montre que nous investissons beaucoup sur la gent masculine au travers de l'ensemble des politiques publiques.

Le travail

Les femmes sont à 85 % sur des métiers très mal payés, qui concernent les soins aux personnes ou les charges domestiques. Il y a beaucoup à dire sur les services à la personne, qui sont bien sûr reçus par les hommes et les femmes, mais qui constituent le principal secteur d'emploi des femmes. Quatre secteurs professionnels, dont trois sont des services à la personne, couvrent 80 % de l'emploi féminin. Presque toutes les femmes qui travaillent sont donc sur ces secteurs et ce n'est pas du tout un hasard si c'est là que l'on trouve les plus mauvaises conditions de travail et les salaires les plus bas. La valeur morale de ce travail est sans cesse réitérée, mais les salaires et la considération sociale ne suivent pas.



"L'INSÉCURITÉ SUPPOSÉE DE L'ESPACE NOCTURNE PUBLIC EST À METTRE EN PARALLÈLE AVEC LE FAIT QUE 85 % DES AGRESSIONS SEXUELLES ONT LIEU AU DOMICILE DES PERSONNES CONCERNÉES."



LE GENRE ET LA VILLE : UNE QUESTION POLITIQUE

Le développement durable

Dans la dimension environnementale du développement durable, il faudrait regarder davantage la part de la gestion domestique dans les économies d'énergie. Elle représente une partie conséquente de la consommation d'eau, d'énergie, de chauffage. Or ce sont souvent les femmes qui lavent, font la vaisselle, donnent le bain aux enfants. Elles sont également motrices pour faire le tri des déchets et investir dans des équipements d'économie d'énergie. La technicité peut porter certains hommes à proposer de tels équipements, mais dans notre société, dans l'économie domestique, la décision est plutôt féminine. Le rôle des femmes, leur formation, la prise en compte de leurs pratiques est donc très importante pour ce secteur, et pourtant rares sont les politiques publiques qui prennent en compte cette dimension.

Les migrations

Les politiques publiques ont à faire largement autour des populations migrantes, mais elles oublient pratiquement toujours que les migrants ne constituent pas un groupe homogène. Les femmes originaires d'Afrique de l'Ouest ne sont pas attachées à l'espace privé et n'ont pas de réserves à occuper l'espace public. Les femmes de l'espace arabo-musulman vivent dans un modèle où l'enfermement féminin est plus fort. Les femmes roms sont sur l'espace public toute la journée pour mendier et c'est positif du point de vue de leur société. Les diversités sont légion, et pourtant seule la relégation dans l'espace domestique des femmes musulmanes fait la une des médias. Des politiques culturelles ouvertes devraient pourtant faire de la place aux femmes étrangères et à leur culture, y compris en dépassant le seul niveau de la diversité culinaire.

Ces quelques exemples sont donnés pour montrer les interrelations multiples qui devraient lier les politiques publiques urbaines et la lecture genrée de l'espace. Ils ne sont pas exhaustifs mais ils montrent tous, à la fois les très forts conservatismes des conceptions des genres, et l'invisibilité des problèmes de genre qui rend leur prise en compte si difficile.

Des exemples de bonnes pratiques

Pour finir, voici quelques exemples d'actions qui ont été menées dans les villes en France et dans le monde, où les politiques urbaines ont pris en compte la différenciation sociales entre les femmes et les hommes.

Montréal

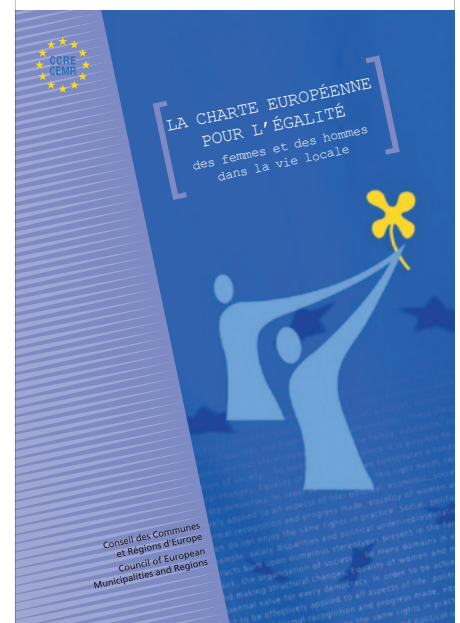
Montréal a mis en œuvre des actions de sensibilisation à la question du genre, des pratiques d'autodéfense, des marches nocturnes, ainsi que diverses « bonnes pratiques » : concertations, partenariats, temps des villes, aménagements urbains. Montréal a aussi mis en place une structure de collectivités territoriales féminines, en face de la collectivité territoriale élue. Beaucoup de problèmes y sont traités en impliquant une grande partie de la population. De nombreux magasins ont collé des affichettes d'information « *Si vous avez un problème, vous pouvez entrer dans ce magasin, il fait partie du réseau "Women Friendly"* ». Les Canadiens proposent aussi en ligne un répertoire très détaillé de petites actions que l'on peut mener pour essayer de corriger les distorsions provoquées par l'inégalité de sexe.

Rennes

En France, c'est Rennes qui a fait le plus dans le domaine de la lutte contre les discriminations de genre. Une élue de cette ville a porté le projet de réseau des villes européennes sur l'égalité des genres (La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale) et la ville a été pionnière dans sa mise en œuvre. Cette charte, signée par de nombreuses collectivités territoriales en France et en Europe, implique la mise en œuvre d'actions précises et toutes les personnes qui y travaillent disent l'impossibilité d'avancer si l'on n'agit pas en même temps dans tous les domaines. Il faut donc convaincre l'ensemble des élus, ce qui reste une tâche très lourde, qui incombe souvent à une femme qui n'occupe pas nécessairement le devant de la scène politique.



source : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=3217,3793226&_dad=portal&_schema=PORTAL



source : <http://www.afccre.org/mailing/Charte-%C3%A9galit%C3%A9-FR.pdf>

Séoul

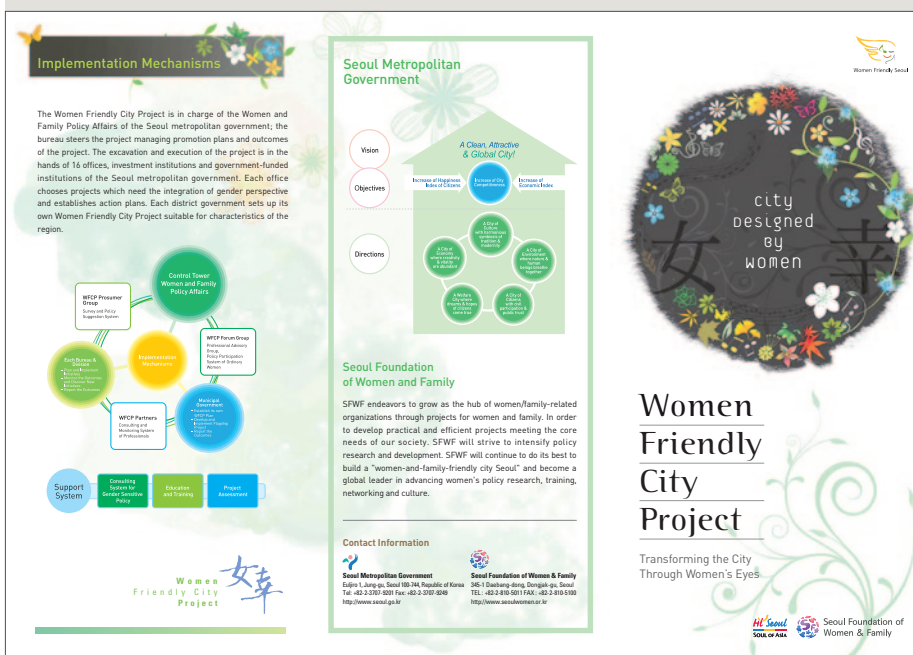
Séoul est la ville du monde la plus avancée en matière de politique de genre. Elle mène une politique concertée « Friendly Gender » et le service à l'égalité compte 200 personnes (contre une dizaine pour celui de Paris, par comparaison). Toutes les organisations internationales prennent modèle sur ce qui s'y fait et le maire, qui est un homme, est convaincu de l'importance de cette dimension dans la politique de Séoul.

Vancouver ou Berlin

Vancouver mène aussi une politique dynamique. Certaines actions qui y ont émergé ont été ensuite reprises à Berlin et dans d'autres villes allemandes : construction d'ensembles de logements différents, parfois avec des appels d'offres à discrimination positive, en ne faisant concourir que des femmes architectes. Beaucoup de réalisations menées de cette façon en Allemagne sont des logements pour femmes ou pour familles monoparentales. Ils sont attribués de façon différenciée selon le sexe. D'autres expériences intéressantes ont porté sur des espaces de services partagés, tels que l'aide aux enfants pour aller à l'école ou l'aide au travail, qui créent des formes de vie sociale assez différentes de ce que l'on connaît habituellement.



Women Friendly Seoul



SÉOUL EST LA VILLE DU MONDE LA PLUS AVANCÉE EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GENRE.

source : Women Friendly City Project



VANCOUVER, RÉSIDENCE « ENTRE NOUS FEMMES » : UN GRAND SALON PARTAGÉ, ACCOLÉ À UNE CUISINE PARTAGÉE, DANS UN CENTRE DE LOISIRS PARTAGÉS

source : DR.

Vienne

Vienne, en Autriche, a été l'une des premières villes à réclamer l'abaissement des trottoirs, l'aménagement des espaces près des écoles et des aménagements différenciés dans les jardins publics. Une longue observation avait permis de relever une occupation centrale des lieux publics par les garçons jouant au ballon, les autres usagers, adultes, femmes et filles étant relégués sur les marges. En partant de l'idée que si une occupation si différenciée de l'espace est tolérée, cela va se retrouver dans d'autres domaines, la ville a réalisé de mini-stades de foot fermés où les garçons peuvent continuer à jouer, et aménagé des espaces de convivialité pour d'autres publics, parmi lesquels des lieux adaptés pour jouer aux cartes, des bancs pour bavarder, des équipements de repos, etc.

Brest

La Ville de Brest, pour prendre un exemple de ville moyenne qui entre dans une politique de genre, a commencé à mener systématiquement, avec l'aide de milieux associatifs, des opérations de sensibilisation contre la prostitution. Le département du Finistère mène depuis plusieurs années une enquête sur la participation des femmes comme candidates aux élections municipales. L'enquête permet de voir comment elles prennent leur mandat, où elles figurent sur les listes, si elles renouvellent leur participation, dans quelle mesure, quelles sortes de femmes elles sont, etc.

Vancouver a réalisé des ensembles de logements pour femmes seules, pour assurer leur sécurité et les aider à la reconstruction d'une identité plus valorisée.

Bien d'autres villes s'essaient à mener des actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, Barcelone, Singapour, Moscou, Helsinki, Poitiers, Uméa (Suède), Hanovre, les Philippines, etc. Paris, dans certains arrondissements, a mené des actions remarquables : ateliers, spectacles, expositions tout au long de l'année, tags sur les pistes cyclables, création de mini-jardins que l'on peut tirer comme un caddie, pour embellir la ville avec les outils qui peuvent être ceux des femmes.

Mais ces actions sont rarement mises en réseau, leur écho est limité, leur importance plus illustrative que massive et elles sont le résultat de luttes et d'implications lourdes pour celles et ceux qui les portent, alors qu'elles devraient tout au contraire être multipliées et reliées dans le cadre de politiques publiques cohérentes.



UN ESPACE PUBLIC PARTAGÉ, À VIENNE (AUTRICHE). LE STADE DE FOOT N'OCCUPE PLUS LA TOTALITÉ DU PARC. BEAUCOUP D'ÉQUIPEMENTS DE CE TYPE EXISTENT MAINTENANT AUSSI EN FRANCE.

source : DR



À BREST, L'ASSOCIATION « RIEN SANS ELLES » A MENÉ DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION CONTRE LA PROSTITUTION.

source : Rien sans elles, Brest



Il reste du chemin à faire

Dans une société égalitaire, ce qui fait de vous une personne c'est que vous soyez un être humain capable de réfléchir. Tout le monde, en principe, y exerce tous les métiers, fait le travail domestique, s'occupe des enfants, exerce le pouvoir, circule et a des niveaux de revenus qui sont variables.

En fait, la construction sociale d'une différenciation basée sur la polarité biologique de la reproduction a créé un grand décalage d'organisation sociale entre les hommes et les femmes, et aucune des pratiques citées ci-dessus ne sont également partagées entre les femmes et les hommes.

La pertinence des perspectives de genre dans la gestion des villes est largement montrée. Elle a donné lieu à des politiques de « bonnes pratiques » qui améliorent les conditions de vie, mais n'apportent que peu de changement en ce qui concerne les rôles de sexe. Repenser les modèles sociaux de genre dans l'ordre social demeure donc une nécessité. Des réponses techniques ont été expérimentées dans de nombreux pays. Elles restent encore peu mises en œuvre en France, où ni les élus, ni les experts, ni les techniciens, ni même les spécialistes des études sur le genre n'ont encore une conscience claire du fait que la spatialisation urbaine est l'un des supports des discriminations de genre.

Des actions nombreuses sont possibles, des exemples sur lesquels s'appuyer peuvent être étudiés, des bonnes pratiques sont recensées, un discours de lutte contre les discriminations se généralise, et pourtant l'assignation des femmes à des places et des rôles sociaux peu valorisés continue à aveugler l'ensemble social sur des sources d'injustices manifestes.

Agir pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, c'est avancer vers des politiques plus justes et plus pertinentes et la recherche peut éclairer ces enjeux.

POUR EN SAVOIR PLUS

De nombreux textes de Sylvette Denèfle sont en accès libre sur le site : www.sylvette-denefle.fr

2004 : *Femmes et Villes*. Tours, Presses universitaires François Rabelais (PUFR), 540 p.
<http://pufr-editions.fr/villes/femmesetvilles>

2008 : *Utopies féministes et expérimentations urbaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (PUR), 216p.

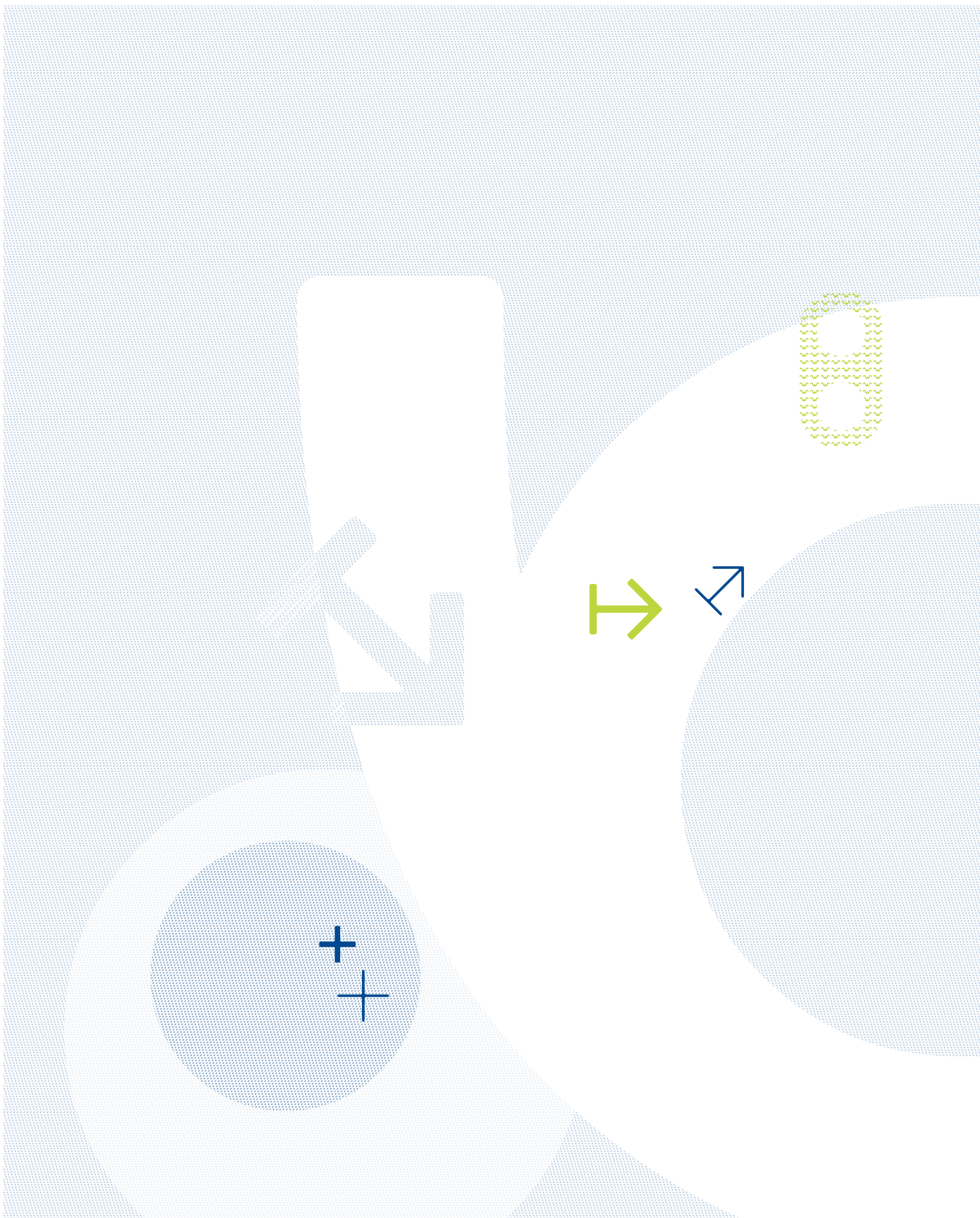
2009 : *La place des femmes dans la ville : une question politique*, Revue de Bellepierre
<http://www.lrdb.fr/articles.php?lng=fr&pg=1125>

2010 : *Interdits et genre*, colloque international, Université François Rabelais, Tours
http://msh.univ-tours.fr/site_genre

2010 : *Le genre et la ville*, Sylvette Denèfle & Olivier Ratouis, « Le genre et la ville. Entretien avec Sylvette Denèfle », Métropolitiques, 8 décembre 2010.
<http://www.metropolitiques.eu/Le-genre-et-la-ville.html>

2011 : *Femmes et Villes*, Villes au carré <https://sites.google.com/site/femmesvilles/>

2011 : *Local Governance in the Arab world and in the Mediterranean Region. What role for women ?* Cairo (Egypt), UNESCO, 260p. (Safaa Monqid – Sylvette Denèfle)



L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

Directrice de publication : **Anne Pons, Directrice générale**
Responsable conférences : **Cathie Allmendinger**
Équipe projet : **Cathie Allmendinger** (chef de projet),
Nicole Crucy, Virginie Hamm, Jean Isenmann,
Youssef Katiri, Sophie Monnin, Pierre Reibel
N° projet : **1.3.1.3** - Photos : **Jean Isenmann**
Mise en page : **Sophie Monnin**
© ADEUS - Mai 2014 - N° Issn : 2112-4167
Les publications et les actualités de l'urbanisme sont
consultables sur le site de l'ADEUS www.adeus.org